

CHRONIQUES

PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} JUILLET – 30 SEPTEMBRE 2024)

127

AUTRICHE

29 septembre 2024. **Élections législatives.** Le Parti de la liberté (FPÖ), extrême droite, dirigé par Herbert Kickl, arrive en tête avec 28,8 % des voix et 57 sièges, soit un progrès de vingt-six élus. Le Parti populaire (ÖVP), mené par le chancelier Karl Nehammer, est deuxième avec seulement 26,3 % des voix, perdant onze points par rapport à 2019. Les sociaux-démocrates du SPÖ obtiennent 21,3 % des voix et les centristes libéraux de NEOS 9,1 %.

ESPAGNE

1^{er} juillet, 10 et 26 septembre 2024. **Loi d'amnistie.** CJUE. Le 1^{er} juillet, le Tribunal suprême refuse d'appliquer la loi d'amnistie à Carles Puigdemont, considérant que celle-ci s'applique bien au délit de désobéissance mais pas « au

délit de détournement de fonds » dont il est accusé, décision confirmée le 10 septembre.

Le 26 septembre, la Cour de justice de l'Union européenne rejette « définitivement » un recours de Carles Puigdemont et de l'un de ses proches contre le refus initial du Parlement européen de les reconnaître comme eurodéputés en 2019.

ÉTATS-UNIS

1^{er} et 15 juillet, 6 septembre 2024. **Ancien président. Cour suprême.** Le 1^{er} juillet, la Cour suprême renvoie aux juridictions inférieures la question de l'immunité pénale de Donald Trump, ce qui retarde son procès fédéral, considérant qu'il a « droit à une présomption d'immunité pour ses actes officiels ».

Le 15 juillet, la juge Aileen Cannon annule l'enquête fédérale visant

* Centre d'études et de coopération juridique interdisciplinaire-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA 7353.

l'ex-président pour rétention et dissimulation de documents classifiés, estimant qu'elle était illégale. Le ministère public fait appel de cette décision condamnée par tous les experts.

Le 6 septembre, le juge Juan Merchan décide de reporter au 26 novembre l'annonce du prononcé de la peine contre Donald Trump dans l'affaire Stormy Daniels, initialement prévu le 18 septembre, pour éviter « toute apparence que la procédure a été affectée par, ou bien cherche à affecter, l'élection présidentielle qui approche ».

128 Juillet-septembre 2024. **Élection présidentielle.** Le président sortant multiplie les bourdes. Le 11 juillet par exemple, au sommet de l'OTAN, Joe Biden présente Volodymyr Zelensky comme « le président Poutine ».

Le 13 juillet, Donald Trump est l'objet d'une tentative d'assassinat à Butler, en Pennsylvanie. Il est blessé mais réagit immédiatement. Le tireur, Thomas Matthew Crooks, 20 ans, abattu par des officiers de sécurité, a utilisé le fusil semi-automatique de son père. Tandis que des questions se posent sur les défaillances des services de sécurité, certains évangéliques voient Donald Trump comme un « miraculé ».

Le 15 juillet, lors de la convention républicaine à Milwaukee, James David Vance, 39 ans, sénateur catholique de l'Ohio, est désigné candidat à la vice-présidence. Huit ans auparavant, il qualifiait Donald Trump de « drogue dure ».

Le 21 juillet, quatre jours après avoir interrompu sa campagne parce que testé positif à la Covid-19, Joe Biden annonce retirer sa candidature et adouber la vice-présidente Kamala Harris, 59 ans, afro-américaine d'origine indienne, ex-procureure générale de Californie,

ancienne sénatrice démocrate de Californie. Si elle est née à Oakland, son père, économiste, est né en Jamaïque et sa mère, chercheuse en médecine, en Inde.

Le 26 juillet, Barack Obama déclare avoir apporté « tout son soutien » à Kamala Harris.

Le 6 août, la candidate démocrate choisit comme colistier Tim Walz, 60 ans, gouverneur luthérien du Minnesota, ancré à gauche mais loin de toute radicalité.

Le 22 août, Robert Kennedy Jr. retire sa candidature et se rallie à Donald Trump.

Le débat télévisé du 10 septembre entre Donald Trump et Kamala Harris tourne à l'avantage de la candidate démocrate. Donald Trump, dont les propos sont délirants, accuse la chaîne qui l'organise de partialité.

Le 15 septembre, Donald Trump échappe pour la deuxième fois à une tentative d'assassinat présumée, en Floride, sur un terrain de golf.

En meeting à Atlanta ce jour-là, Kamala Harris prononce un discours offensif sur l'avortement. La campagne est marquée par un recul sur le climat.

JAPON

14 août et 27 septembre 2024. **Premier ministre. Parti libéral-démocrate.** Très impopulaire, le Premier ministre, Fumio Kishida, 67 ans, banquier, en fonction depuis le 4 octobre 2021, touché par un scandale de corruption, annonce son intention de se retirer de la course pour sa réélection à la tête du Parti libéral-démocrate. Le 27 septembre, c'est Shigeru Ishiba, 67 ans, ancien ministre de l'Agriculture, militariste, qui est élu. Il devient Premier ministre le 1^{er} octobre.

LIBAN

Juillet-septembre 2024. **Israël. Hezbollah.** Le 4 juillet, en réplique à « l'élimination », près de Tyr, du commandant Mohammad Nehmé Nasser, dit Hajj Abou Nehmé, 59 ans, troisième chef militaire tué par Israël en neuf mois, le Hezbollah lance une attaque d'ampleur sur le nord de l'État hébreu.

Le 30 juillet, l'armée israélienne mène « une attaque ciblée à Beyrouth contre le commandant responsable » deux jours avant, selon Tsahal, de l'attaque nocturne à Majdal Shams. Fouad Chokr, 61 ans, chef politique du Hamas, est tué.

Début août, les Nations unies appellent à agir d'urgence alors que les frappes s'intensifient.

Plus de deux mille sept cent cinquante personnes sont blessées et au moins trente-sept périssent dans des explosions de bipeurs, le 17 septembre.

Le 23 septembre, au lendemain d'un raid du Hezbollah sur Haïfa, d'intenses frappes israéliennes font plus de six cents morts dans le sud du Liban. C'est le plus lourd bilan humain en une journée depuis la guerre civile.

Le 24 septembre, à la tribune des Nations unies, Joe Biden met en garde contre une « guerre généralisée ». Le lendemain, le Conseil de sécurité se réunit pour examiner la situation au Liban et demander un cessez-le-feu immédiat de vingt et un jours.

Visé par une frappe israélienne dans le sud de Beyrouth, Hassan Nasrallah, 64 ans, leader du Hezbollah depuis 1992, est tué à Haret Hreik, le 27 septembre. L'Iran décrète cinq jours de deuil national et promet de ne pas laisser l'acte « impuni ». Trois jours plus tard, Israël lance des opérations au sol dans le sud du Liban.

PALESTINE

Juillet-septembre 2024. **Israël. Hamas.** Tel-Aviv confirme avoir tué le 13 juillet Mohammed Deif, 59 ans, chef de la branche armée du Hamas.

Le 15 juillet, un raid israélien détruit en partie le siège de l'UNRWA à Gaza, Israël affirmant avoir ainsi combattu des hommes du Hamas qui y étaient embusqués.

Dans un rapport publié le 17 juillet, Human Rights Watch documente l'attaque du 7 octobre 2023. Selon l'AFP, 815 civils et 380 militaires ont été tués, et 251 personnes prises en otage.

Le 31 juillet, Ismaïl Haniyeh, 62 ans, chef du bureau politique du Hamas, Premier ministre du 29 mars 2006 au 14 juin 2007, est tué par une opération aérienne en Iran. Il était un interlocuteur dans les négociations de cessez-le-feu.

L'Iran prévient qu'il va répliquer.

Le 23 août, le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, exhorte les juges à statuer avec « la plus grande urgence » sur ses demandes de mandats d'arrêt déposées le 20 mai et visant Benyamin Netanyahu, son ministre de la Défense, Yoav Gallant, et trois responsables du Hamas.

Le 10 septembre commence une « pause humanitaire » partielle de trois jours dans le nord de la bande de Gaza, permettant notamment une campagne de vaccination contre la poliomyélite.

Le 18 septembre, dans une résolution « non contraignante », l'Assemblée générale des Nations unies demande le retrait d'Israël des territoires palestiniens par 124 voix contre 14 et 43 abstentions.

19 juillet 2024. **Cisjordanie. Colonisation.** La Cour internationale de justice juge « illicite » la présence israélienne en

Cisjordanie et appelle Israël à y mettre fin « dans les plus brefs délais ».

ROYAUME-UNI

4 juillet 2024. **Élections législatives. Gouvernement.** Le National Health Service a été au cœur des débats, et Nigel Farage prospère sur la peur des étrangers. Alors que le Premier ministre sortant, Rishi Sunak, accumulant les bévues, fait une mauvaise campagne, le programme du *Labour* est prudent.

130 Les travaillistes, menés par Keir Starmer, 61 ans, triomphent à la faveur d'un raz-de-marée : avec 33,7 % des

voix, ils obtiennent 411 des 650 sièges, écrasant ainsi les conservateurs, qui ont 23,7 % des voix et 121 élus, soit leur pire résultat depuis 1906. Rishi Sunak a perdu son pari dans ces élections anticipées. L'extrême droite de Nigel Farage, sous la bannière de Reform UK, réussit, en recueillant 14,3 % des suffrages, à faire élire 5 députés après sept échecs en vingt ans. Les libéraux-démocrates ont 72 élus avec 12,2 % des voix, les Verts 4 députés avec 6,4 % et le Parti national écossais 9 sièges avec 2,5 %. Il y a 6 indépendants, totalisant 2,0 % des suffrages. La participation a été de 60,0 %.

Élections générales au Royaume-Uni

Inscrits	48 208 507		
Votants	28 924 725	60,00 %	
Blancs et nuls	116 063		
Suffrages exprimés	28 808 662		
<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
Parti travailliste	9 708 716	33,70 (+ 1,62)	411 (+ 209)
Parti conservateur	6 828 925	23,70 (– 19,93)	121 (– 244)
Reform UK	4 117 620	14,29 (+ 12,28)	5 (+ 5)
Libéraux-démocrates	3 519 143	12,22 (+ 0,67)	72 (+ 61)
Parti vert	1 841 888	6,39 (+ 3,69)	4 (+ 3)
Parti national écossais	724 758	2,52 (– 1,36)	9 (– 39)
Sinn Féin	210 891	0,73 (+ 0,16)	7 (=)
Parti des travailleurs	210 194	0,73	0
Plaid Cymru	194 811	0,68 (+ 0,20)	4 (=)
Parti unioniste démocrate	172 058	0,60 (– 0,16)	5 (– 3)
Alliance	117 191	0,40 (– 0,02)	1 (=)
Parti unioniste d'Ulster	94 779	0,33 (+ 0,04)	1 (+ 1)
Parti vert écossais	92 685	0,32 (+ 0,23)	0 (=)
Parti social-démocrate et travailliste	86 861	0,30 (– 0,07)	2 (=)
Voix unioniste traditionnelle	48 685	0,17	1
Parti social-démocrate	33 811	0,12 (+ 0,11)	0 (=)
Parti du Yorkshire	17 227	0,06 (– 0,03)	0 (=)
Indépendants	564 243	1,96 (+ 1,32)	6 (+ 6)
<i>Autres partis</i>	<i>198 758</i>	<i>0,69</i>	<i>0</i>

Au lendemain du scrutin, Keir Starmer est nommé Premier ministre.

Le nouveau cabinet de vingt-six ministres, dont douze femmes, compte beaucoup de membres issus d'un milieu modeste, 88 % étant passés par des écoles publiques gratuites. Angela Rayner, 44 ans, est vice-Première ministre et secrétaire d'État à l'Égalité des chances, au Logement et aux Communautés (devenue au Logement, aux Communautés et au Gouvernement local) ; Rachel Reeves, 45 ans, ancienne économiste de la Banque d'Angleterre, est la première femme à devenir chancelière de l'Échiquier ; David Lammy, 51 ans, de parents guyanais, prend la tête du *Foreign Office* ; et James Timpson, 52 ans, industriel, est ministre des prisons. John Healey, 64 ans, est nommé à la Défense et Yvette Cooper, 55 ans, à l'Intérieur.

Le Premier ministre met immédiatement fin au projet d'expulser les migrants au Rwanda. Il va devoir prendre des décisions peu populaires, évoquant le 27 août un projet de budget « douloureux ». Le gouvernement veut introduire la TVA sur les frais de scolarité des écoles privées qui en étaient jusqu'alors exemptes, ce qui en contrepartie devrait renforcer les moyens de l'école publique. Non par idéologie mais par pragmatisme, il remet en cause les privatisations effectuées depuis Margaret Thatcher, constatant leur échec.

Le 12 septembre, Keir Starmer se donne dix ans pour réformer le système de santé.

UKRAINE

Juillet-septembre 2024. **Russie.** Le 15 juillet, pour la première fois, Volodymyr Zelensky semble envisager de discuter avec l'ennemi. Le 1^{er} août, il laisse même entendre que des négociations

pourraient mettre fin au conflit « si la Russie le veut ».

Le 6 août, plus d'un millier de soldats ukrainiens font une incursion dans l'oblast de Koursk. C'est un revers inattendu pour la Russie, qui en quelques jours perd un territoire comparable à ce qu'elle a conquis sur le sol ukrainien depuis début 2023.

Au mois d'août, les forces russes font l'avancée la plus importante depuis près de deux ans. Et le 12 septembre, Moscou lance une contre-offensive dans la région de Koursk.

Le 26 septembre, Volodymyr Zelensky présente son « plan pour la victoire » à Washington, alors que le lendemain Brasilia et Pékin organisent, en marge des Nations unies, une réunion avec une vingtaine d'États du « Sud global » pour examiner leur propre initiative, qualifiée de « destructrice » par Kiev.

15 août 2024. **CPI.** Le président Zelensky transmet à la Rada un projet de loi de ratification de l'adhésion au traité de Rome instituant la Cour pénale internationale, afin de remplir une des exigences pour entrer dans l'Union européenne. Kiev invoque l'article 124 du traité, qui permet d'exempter pendant sept années les civils comme les militaires de toute poursuite pour crimes de guerre par la CPI. Cependant, l'article ne pouvant s'appliquer que trois mois après la remise du texte voté par le Parlement, il n'y aura aucune incidence sur les six mandats d'arrêt délivrés par la CPI contre des responsables politiques et militaires russes, dont Vladimir Poutine.

UNION EUROPÉENNE

3 juillet 2024. **CJUE.** Trois juges sont nommés : Irmantas Jarukaitis, 51 ans, lituanien, en fonction depuis le

8 octobre 2018, reconduit, Bernardus Smulders, 64 ans, néerlandais, et Fredrik Schalin, 60 ans, suédois, ainsi qu'un avocat général : Rimvydas Norkus, 45 ans, lituanien.

15-19 juillet 2024. **Parlement européen. Groupes. Présidence.** Huit groupes parlementaires se sont formés :

– Parti populaire européen, présidé par l'Allemand Manfred Weber, 52 ans, CSU, ingénieur (188 membres, issus des vingt-sept pays membres) ;

– Alliance progressiste des socialistes et démocrates, présidé par l'Espagnole Iratxe García Pérez, 50 ans, PSOE, travailleuse sociale (136 membres, issus de vingt-cinq pays) ;

– Patriotes pour l'Europe, présidé par le Français Jordan Bardella, 29 ans, Rassemblement national (86 membres, issus de treize pays) ;

– Conservateurs et réformistes européens, coprésidé par l'Italien Nicola Procaccini, 48 ans, Fratelli d'Italia, journaliste, et le Polonais Joachim Brudziński, 56 ans, Droit et justice (78 membres, issus de dix-huit pays) ;

– Renew Europe, présidé par la Française Valérie Hayer, 38 ans, Renaissance, experte en finances locales (77 membres, issus de vingt pays) ;

– Verts/Alliance libre européenne, coprésidé par le Néerlandais Bas Eickhout, 47 ans, Parti travailliste-Gauche verte, et l'Allemande Theresa Reintke, 37 ans, Alliance 90/Les Verts (53 membres, issus de dix-sept pays) ;

– La Gauche, coprésidé par la Française Manon Aubry, 34 ans, La France insoumise, et l'Allemand Martin Schirdewan, 49 ans, Die Linke (46 membres, issus de treize pays) ;

– Europe des nations souveraines, coprésidé par l'Allemand René Aust, 37 ans, AfD, et le Polonais Stanisław

Tyszka, 45 ans, La Pologne ensemble, universitaire (25 membres, issus de huit pays).

On dénombre par ailleurs 30 non-inscrits, issus de huit pays.

Un siège, enfin, reste vacant. Antoni Comín i Oliveres, indépendantiste catalan réfugié à Waterloo, en Belgique, ayant refusé de prêter allégeance à la Constitution espagnole, ne peut en effet siéger. Le Parlement ne compte donc que 719 députés (au lieu de 720), dont 60 Espagnols. La décision a été validée par la CJUE le 26 septembre.

La première session plénière de la X^e législature voit également la conservatrice maltaise Roberta Metsola, 45 ans, Parti nationaliste, conseillère juridique, en fonction depuis le 11 janvier 2022, être réélue présidente à Strasbourg pour un mandat de deux ans et demi, obtenant 562 voix contre 61 à l'Espagnole Irene Montero, Podemos, psychologue, et 76 votes blancs et nuls.

17 septembre 2024. **Commission.** La parité est en régression dans les propositions de désignation des nouveaux commissaires. Ursula von der Leyen avait demandé aux États de lui proposer chacun les noms d'un homme et d'une femme. Mais neuf femmes seulement ont été présentées, contre treize en 2019.

La veille de la présentation de la nouvelle Commission, le commissaire au marché intérieur, Thierry Breton, 69 ans, démissionne, reprochant à la présidente de la Commission d'avoir « demandé à la France de retirer [s]on nom, pour des raisons personnelles qu'en aucun cas [elle] n'[a] discuté directement avec [lui] ». Après avoir proposé à nouveau son nom, le président français désigne Stéphane Séjourné, 39 ans, Renaissance, ministre des Affaires étrangères démissionnaire, pour lui succéder.

La Commission comptera quatre femmes parmi les six vice-présidents : outre le Français Stéphane Séjourné, qui devrait être chargé de l'industrie et du marché unique, l'Espagnole Teresa Ribera, 55 ans, PSOE, administratrice civile, ministre de la Transition écologique et du Défi démographique espagnole depuis 2018, vice-présidente « pour une transition propre, juste et compétitive », commissaire à la concurrence ; la Finlandaise Henna Virkkunen, 52 ans, Parti de la coalition nationale (conservateur et libéral), journaliste et universitaire, « pour la souveraineté technologique et le numérique » ; l'Estonienne Kaja Kallas, 47 ans, Parti de la réforme (centre droit libéral), avocate, Première ministre estonienne du 26 janvier 2021 au 23 juillet 2024, Haute représentante pour la politique étrangère et de sécurité ; la Roumaine Roxana Mînzatu, 44 ans, Parti social-démocrate, fonctionnaire locale, secrétaire d'État chargée des programmes financés par des fonds publics et européens du 3 mai 2022 au 15 juillet 2024, « aux personnes, aux compétences et à la préparation », commissaire à l'éducation, aux emplois de qualité et aux droits sociaux ; l'Italien Raffaele Fitto, 55 ans, Fratelli d'Italia, ministre des Affaires européennes, de la Cohésion et du Plan de relance italien depuis 2022, « pour la politique du développement régional et des villes ».

Les autres membres présentés dessinent une Commission très à droite.

Le Conseil en adopte formellement la liste le surlendemain.

26 septembre 2024. **Primauté du droit européen.** La Cour de justice de l'Union européenne, sur demande de la cour d'appel roumaine de Brasov, estime que les juges nationaux peuvent ne pas suivre

une décision de leur cour constitutionnelle si elle va à l'encontre du droit de l'Union.

VENEZUELA

28 juillet 2024. **Élection présidentielle.** Nicolás Maduro, 61 ans, en fonction depuis le 8 mars 2013, remporte l'élection avec 52,0 % des voix, contre 43,2 % à Edmundo González Urrutia, 75 ans, dont la candidature était soutenue par la leader de l'opposition, María Corina Machado, 57 ans, favorite des sondages mais déclarée inéligible par le pouvoir. L'opposition ne reconnaît pas le résultat officiel et revendique près de 70 % des voix.

Les manifestations contre cette réélection sont réprimées. Les présidents brésilien et chilien font pression pour que des résultats complets soient publiés.

Le 31 juillet, la leader de l'opposition appelle pour la première fois à la mobilisation, tandis que l'Organisation des États américains demande à la Cour pénale internationale d'inculper Nicolás Maduro et d'émettre un mandat d'arrêt à son encontre.

Menacé par un mandat d'arrêt, Edmundo González quitte le pays à bord d'un avion militaire espagnol, le 7 septembre, pour rejoindre le sol ibérique. De son côté, María Corina Machado n'entend pas fuir.

ET AILLEURS

5 juillet. Le réformateur Masoud Pezeshkian est élu largement, avec 55 % des voix, président de la République islamique d'Iran.

5 août. Au Bangladesh, des semaines de protestations et une violente répression contraignent la Première ministre, Sheikh Hasina, à

la démission et à la fuite en Inde, signant la fin d'une dynastie au pouvoir depuis l'indépendance, en 1971.

14 août. En Thaïlande, la Cour constitutionnelle démet de ses fonctions le Premier ministre, Srettha Thavasin, pour avoir violé les règles éthiques en nommant un ministre condamné à la prison par le passé.

1^{er} septembre. Les élections régionales en Thuringe et en Saxe, comme au Brandebourg trois semaines après, sont marquées par la forte progression des extrêmes, de droite (AfD) comme de gauche (Alliance Sarah Wagenknecht).

7 septembre. En Algérie, le président Abdelmadjid Tebboune est réélu avec 84 % des voix.